



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique
(Trentième billet, novembre 2013)**

Chères et Chers habitants de la Commune,
Chères habitantes et Chers habitants de la commune,

Le président du Grand Conseil, dans son allocution à l'assemblée générale des communes fribourgeoises du 9 novembre, a expliqué que la notion de « Centre cantonal fort » apparaît déjà en 1998; dès lors, affirma-t-il, depuis le temps qu'on en parle, soit on le réalise, soit on passe à autre chose. S'il appelle de ses vœux la réalisation de ce centre cantonal fort, il n'a pas non plus omis de fustiger les communes frileuses qui peinaient à remplir leurs obligations seules, sans toutefois préciser la taille de la commune idéale. Je n'ai pas réussi à savoir si son appel du pied s'adressait plus au Conseil d'Etat qu'aux communes centre dont Villars-sur-Glâne, mais j'ai le sentiment que le centre fort n'est pas pour demain et que, si j'en crois le premier des députés, il faudra passer à autre chose.

Autant le dire, une fois pour toutes et clairement : inutile d'accuser Villars-sur-Glâne de pingrerie et de mesquinerie : dans toutes les communes qui veulent fusionner, le problème est le même : on ne saurait exiger de la commune au taux d'impôt le plus bas de devoir se sacrifier sur l'autel de la fusion, afin de permettre aux autres d'en tirer profit. Seule une contrepartie acceptable pour cette commune peut faire accepter la hausse fiscale.

Prétendre que Villars-sur-Glâne, commune riche et arrogante, préfère faire capoter le centre cantonal au profit de son petit bien-être égoïste, relève d'un sentiment de jalousie parfaitement injustifié. Tout d'abord, d'après la dernière statistique fiscale cantonale, qui vient d'être publiée par le Canton, Villars-sur-Glâne a un rendement de l'impôt sur les personnes physiques à peine supérieur à la moyenne cantonale. Certes, la commune a pu comptabiliser, ces dernières années, des rentrées fiscales des personnes morales exceptionnelles, mais, dans le passé, ça n'a pas toujours été le cas et, en 2006, la Commune figurait au premier rang de celles qui avaient une dette des plus élevées du canton et, malgré d'énormes efforts consentis dans ce domaine, la dette reste toujours le double de la moyenne cantonale. Ensuite, les rentrées fiscales de la commune ne profitent pas uniquement à la seule commune, mais au Canton et à l'ensemble des Communes, car Villars-sur-Glâne reste la commune qui verse la somme la plus élevée au titre de péréquation intercommunale, soit plus de 6 millions de francs (alors qu'elle n'en reçoit que 700'000 francs au titre de péréquation des besoins). A ce titre, elle participe très largement à l'effort de solidarité et il est malvenu de lui faire de quelconques reproches.

Dès lors, notre commune n'a de leçons à recevoir de personne.

Cela dit, ce qui est navrant, c'est que le Canton, en l'état, n'entend guère s'investir financièrement afin de s'assurer une place de choix au cœur de la Confédération et autour de ses grands et puissants voisins, au contraire. Il se contente de faire pression sur les communes tout en reportant vers elles de plus en plus de charges financières. Celles-ci, une fois de plus, doivent supporter ces nouvelles charges liées dont le canton se défait, alourdissant ainsi leurs budgets, alors que le canton se pavane dans une situation comptable confortable. Ce n'est donc pas aux communes centre qu'il faut faire le reproche de manquer de vision mais bien le canton qui doit assumer les conséquences de ses choix.

Le Conseil communal, et, avec lui, le Conseil général, n'entendent pas faire supporter la charge de la fusion des communes de Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne pour soi-disant créer ce centre cantonal fort sur les épaules de la seule population de VSG, sans qu'il n'en résulte aussi, pour notre commune, un avantage certain. Tant pis si cela déplaît en Haut lieu ou ailleurs, les autorités communales assumeront leur décision. Mais, en fin de compte, c'est la population villaroise qui aura le dernier mot puisqu'elle sera consultée sur cette fusion le 18 mai 2014 et ainsi décidera souverainement de son avenir.

En attendant, que ceux qui veulent le Centre cantonal fort fassent en sorte de se donner les moyens de le créer ou sinon, qu'ils passent à autre chose.

E. Schnyder, syndique